

AVRIL 2024

E-BOOK



**RÈGLEMENT EUROPÉEN
SUR L'IA,
PREMIÈRE GOUVERNANCE MONDIALE**

**IMPACTS SUR LE SECTEUR
FINANCIER**



appi-conseil.com

SOMMAIRE

1

IMPORTANCE ET IMPACT DE LA REGULATION DE L'IA

4

- L'Europe pionnière de la régulation en matière d'IA 5
- Un tournant historique dans la gouvernance des nouvelles technologies du numérique 7
- Reconnaissance de l'importance résolument stratégique de l'IA 7
- Vers une régulation équilibrée et innovante 8
- Impacts sur le secteur financier 8

2

CONTEXTE HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION DE L'IA EN EUROPE

10

- Livre blanc de la Commission sur l'IA (2020) 11
- Lignes directrices et rapports préparatoires (Janvier - Mai 2021) 11
- Proposition de Règlement sur l'IA (24 Avril 2021) 11
- Adoption de la position de négociation par le Parlement (14 Juin 2023) 11
- Négociations sur la forme finale de la loi (Octobre 2023) 12
- Accord sur le texte de loi (Première semaine de Février 2024) 12
- Adoption formelle et perspectives futures (13 Mars 2024) 12

3

PRÉSENTATION DE LA PREMIÈRE LOI MONDIALE SUR L'IA

14

- Principaux fondamentaux : sécurité, respect des droits, durabilité, innovation 15
- Structure et portée de la loi 16
- Gouvernance et surveillance réglementaire adaptative 16
- Sécurité juridique des innovations et investissements 18

**4****IMPLICATIONS JURIDIQUES****20**

- Méthode basée sur les risques 21
 - Catégorisation des risques et des obligations y associées 22
- IA générant un risque inacceptable 23
- Systèmes d'IA à haut risque ou risque élevé : catégorisation et obligations 25
 - Catégories de systèmes d'IA à haut risque. 25
 - Obligations pour les systèmes d'IA à haut risque ou risque élevé 27
- Systèmes d'IA à risque limité ou faible : approche et obligations 28
 - Evaluation et atténuation des risques 29
 - Enregistrement préalable des modèles d'IA 30
 - Transparence sur l'utilisation des données 31
- Cas de l'IA générative de type ChatGPT 32

5**IMPACT SUR LE SECTEUR BANQUE-FINANCE & FINTECH****33**

- Exigences pour les systèmes d'IA à usage général et à haut risque 34
- Supervision et conformité réglementaire 35
- Innovations et adaptations nécessaires 35
- Cas d'usage pour les directions financières 36

6**PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA RÉGULATION****37**

- Flexibilité et adaptabilité de la gouvernance 38
- Potentiel d'innovation dans la surveillance réglementaire 39
- Projections sur les futures adaptations législatives 40

7**CONCLUSION****41**

- Importance de la conformité réglementaire 42
- Des experts pour une conformité efficiente et une stratégie d'anticipation 43



CHAPITRE I

Importance et impact de la régulation de l'IA

L'EUROPE PIONNIÈRE DE LA RÉGULATION EN MATIÈRE D'IA

Face au développement technologique rapide de l'IA et dans un contexte politique mondial où de plus en plus de pays investissent massivement dans celle-ci, les Etats membres de l'UE ont décidé d'agir de concert pour en relever les défis, en légiférant de manière rationnelle et efficace.



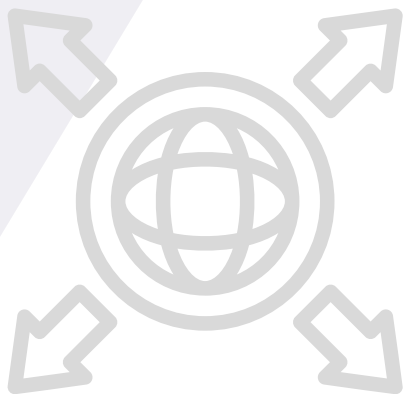
Dans cette perspective, l'adoption par le Parlement européen de la première "loi mondiale" sur l'intelligence artificielle (IA) souligne une fois de plus le rôle tant précurseur que moteur de l'Europe au niveau de la régulation des nouvelles technologies du numérique



Le 13 mars 2024 est en effet une étape clef de l'histoire de l'IA avec un futur Règlement (ci-après la « **Loi sur l'IA** » ou le « **Règlement** ») adopté par le Parlement, qui devrait être voté par le Conseil en fin de législature. Par suite, la Loi sur l'IA sera applicable de manière échelonnée, différentes dates d'entrée en vigueur étant prévues (9 mois pour les codes de pratique, 12 mois concernant les systèmes d'IA à usage général, etc.)



Ce régime juridique inédit, complet et d'application directe pour les Etats membres de l'Union, marque le début d'une ère où maîtriser l'IA par la régulation doit devenir une priorité mondiale. **Contrairement aux États-Unis ou encore la Chine, où aucune législation similaire n'a pas encore été adoptée, ni aucun consensus atteint, l'Europe établit un socle normatif susceptible d'inspirer les futures lois IA au-delà des frontières du continent, et ce, en proposant un style éthique et une sécurité fort particuliers.**



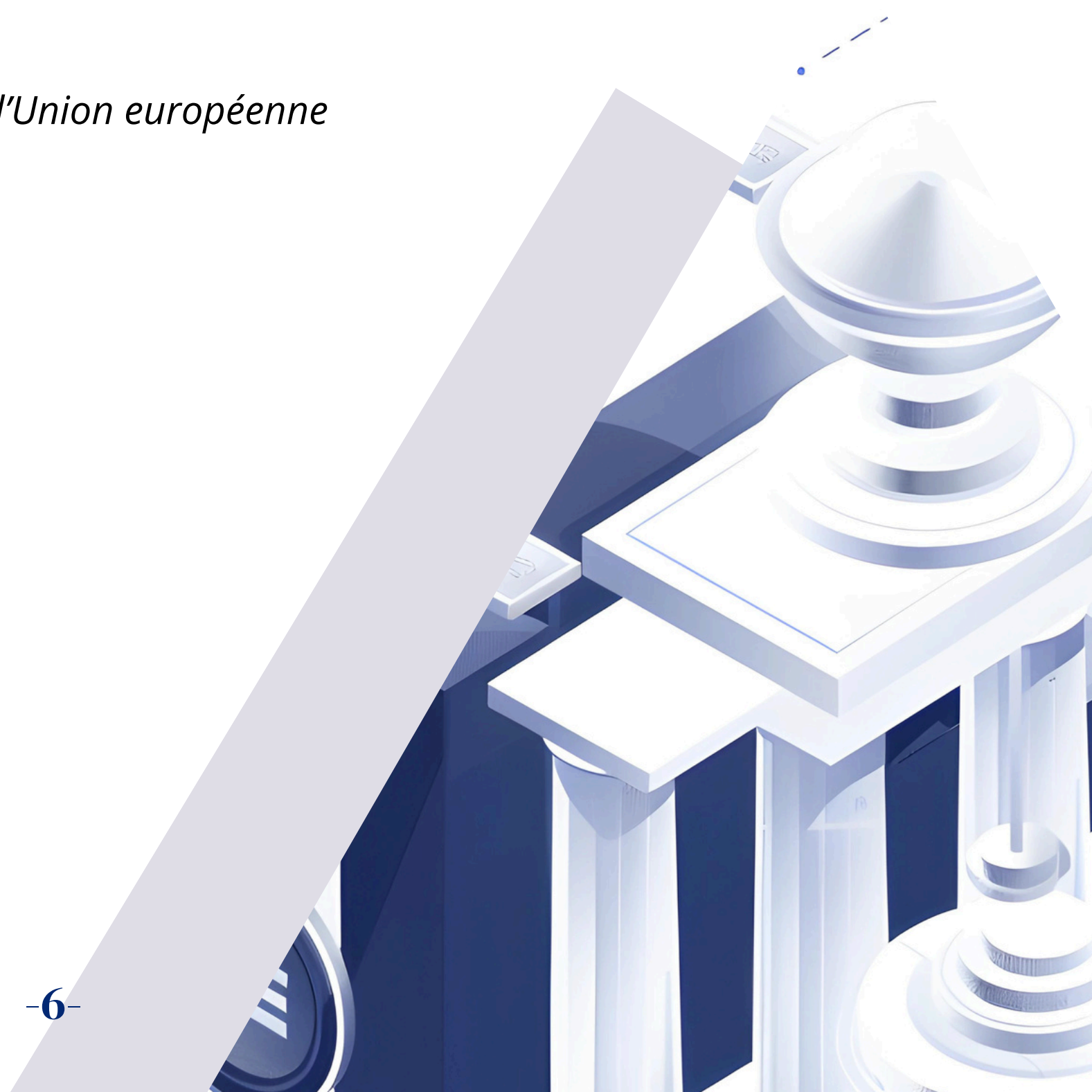
« L'IA devient un pilier fondamental de l'économie mondiale. La modélisation macroéconomique de certains analystes suggère en effet « qu'en augmentant la productivité de 1% par an, l'IA devrait en parallèle réduire l'inflation annuelle de 1% »

Source <https://group.bnpparibas/actualite/quel-impact-pour-lintelligence-artificielle-sur-leconomie-mondiale>

«La Loi sur l'IA donnera le ton au niveau mondial en matière de développement et de gouvernance de l'intelligence artificielle, en veillant à ce que cette technologie, appelée à transformer radicalement nos sociétés grâce aux avantages considérables qu'elle peut offrir, évolue et soit utilisée dans le respect des valeurs européennes que sont la démocratie, les droits fondamentaux et l'Etat de droit.»



Dragos Tudorache, Corapporteur, Conseil de l'Union européenne



UN TOURNANT HISTORIQUE DANS LA GOUVERNANCE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DU NUMÉRIQUE



L'adoption de la Loi sur IA par le Parlement européen constitue ainsi un jalon majeur de **l'histoire de la régulation des nouvelles technologies, et permet de cerner la manière dont l'Europe envisage le développement de l'IA au sein de l'UE**. L'IA, stratégique, est porteuse de grandes opportunités, auxquels sont associés des risques non négligeables.

RECONNAISSANCE DE L'IMPORTANCE RÉSOLUMENT STRATÉGIQUE DE L'IA

La Loi sur l'IA témoigne d'une prise de conscience quant au rôle résolument stratégique de l'IA, à ses multiples impacts sociétaux, mais aussi aux dangers avérés dont elle est intrinsèquement porteuse. Face à cela, l'Europe a choisi de piloter le développement de l'IA de manière véritablement **équilibrée, pour un déploiement sécurisé, éthique, mais aussi propice à l'innovation**.

« Aujourd'hui tous les regards sont tournés vers nous. Alors que les grandes entreprises technologiques tirent la sonnette d'alarme au sujet de leurs propres créations, l'Europe est allée de l'avant et a proposé une réponse concrète aux risques que l'IA commence à poser. Nous voulons exploiter le potentiel positif de l'IA en termes de créativité et de productivité. »

Brando Benifei, Rapporteur, Conseil de l'Union européenne



VERS UNE RÉGULATION ÉQUILIBRÉE ET INNOVANTE

Avec la Loi sur l'IA, **l'Europe se positionne en leader mondial de la régulation dans ce domaine**. Le cadre normatif ainsi mis en place repose en outre sur des principes fondamentaux tels que le respect des droits de l'homme, la sécurité, la durabilité environnementale et la promotion de l'innovation, pour garantir un usage définitivement responsable de l'IA.

IMPACTS SUR LE SECTEUR FINANCIER

La Loi sur l'IA impacte tout domaine, y compris le secteur data – banque – finance – fintech.

« Dans le secteur bancaire, cet impact [de l'IA générative] pourrait se traduire par une augmentation de la productivité de 2,8 à 4,7 % du chiffre d'affaires annuel, soit un gain de 200 à 340 milliards de dollars supplémentaires (...) Dans le secteur de l'assurance, le gain potentiel pourrait atteindre de 1,8 % à 2,8 % du chiffre d'affaires annuel. »

<https://www.finance-investissement.com/nouvelles/developpement-des-affaires/lia-generative-un-game-changer-pour-les-banques/>

La Loi sur l'IA, de portée générale, impacte le secteur banque-finance tout comme les autres industries :

- ◆ L'Europe, via la Loi sur l'IA, réitère sa vision d'une IA bénéfique tant pour les entreprises que les citoyens et la société en général, jetant ainsi les bases d'une gouvernance mondiale de l'IA centrée sur l'humain, durable, éthique, sûre et digne de confiance.

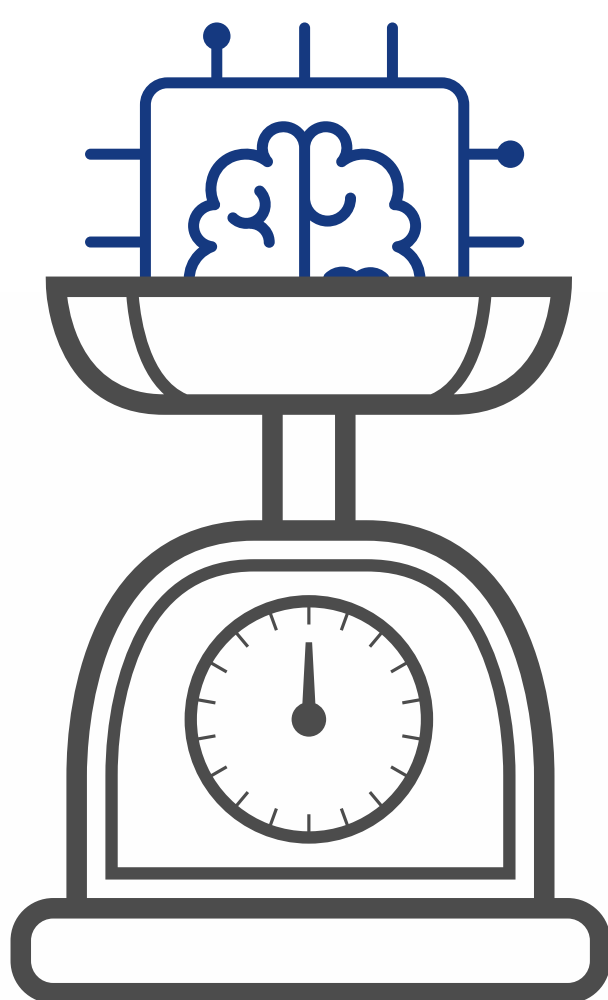
« Nous avons enfin la première loi contraignante au monde sur l'intelligence artificielle, afin de réduire les risques, de créer des opportunités, de lutter contre la discrimination et d'apporter de la transparence. Grâce au Parlement, les pratiques inacceptables en matière d'IA seront interdites en Europe et les droits des travailleurs et des citoyens seront protégés. Un Bureau de l'IA sera désormais mis en place pour aider les entreprises à commencer à se conformer aux règles avant qu'elles n'entrent en vigueur. Nous avons veillé à ce que les êtres humains et les valeurs européennes soient au cœur même du développement de l'IA»



Dragos Tudorache (Renew, Roumanie)

Il n'en demeure pas moins que l'IA constitue un vecteur central de transformation digitale du secteur financier. Selon McKinsey, l'optimisation des opérations bancaires fondamentales par l'IA couplée à la personnalisation des services pourront ainsi générer une valeur de plus de 250 milliards de dollars.

<https://www.mckinsey.com/capabilities/risk-and-resilience/our-insights/derisking-machine-learning-and-artificial-intelligence>





CHAPITRE II

Contexte historique et évolution de la réglementation de l'IA en Europe

LIVRE BLANC DE LA COMMISSION SUR L'IA (2020)

L'initiative de gouverner l'IA par le droit est le fait de la Commission européenne et s'est matérialisée par la publication d'un Livre Blanc en 2020, exposant la vision de l'UE pour une IA éthique et centrée sur l'humain. Ce document fondamental a précédé un débat public vaste et inclusif, posant les premières pierres d'une gouvernance européenne de l'IA.

LIGNES DIRECTRICES ET RAPPORTS PRÉPARATOIRES (JANVIER - MAI 2021)

◆ Janvier 2021 :

Lignes directrices du Parlement européen pour **l'utilisation de l'IA dans les domaines militaire** et non militaire, établissant les premières orientations pour un cadre éthique

◆ Mai 2021 :

Le Parlement européen publie **un rapport sur l'IA dans l'éducation, la culture, et l'audiovisuel**, élargissant ainsi la portée de la réflexion réglementaire à différents secteurs clés.

PROPOSITION DE RÈGLEMENT SUR L'IA

◆ 24 Avril 2021 :

La proposition de Règlement du Parlement et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle, connue sous le nom de "Loi sur l'IA de 2021", a marqué un tournant. Elle **visait à créer un cadre juridique solide** pour le développement sûr et éthique de l'IA dans l'UE.

ADOPTION DE LA POSITION DE NÉGOCIATION PAR LE PARLEMENT

◆ 14 Juin 2023 :

Le 14 juin 2023, le Parlement européen a adopté sa position de négociation sur la loi sur l'IA de 2021, **préparant le terrain pour les négociations finales** avec le Conseil de l'UE.



NÉGOCIATIONS SUR LA FORME FINALE DE LA LOI

◆ Octobre 2023

Les discussions intensives entre le Parlement et le Conseil en octobre 2023 ont souligné les défis et les compromis nécessaires pour parvenir à un accord sur le texte législatif.

ACCORD SUR LE TEXTE DE LOI

◆ Première semaine de Février 2024

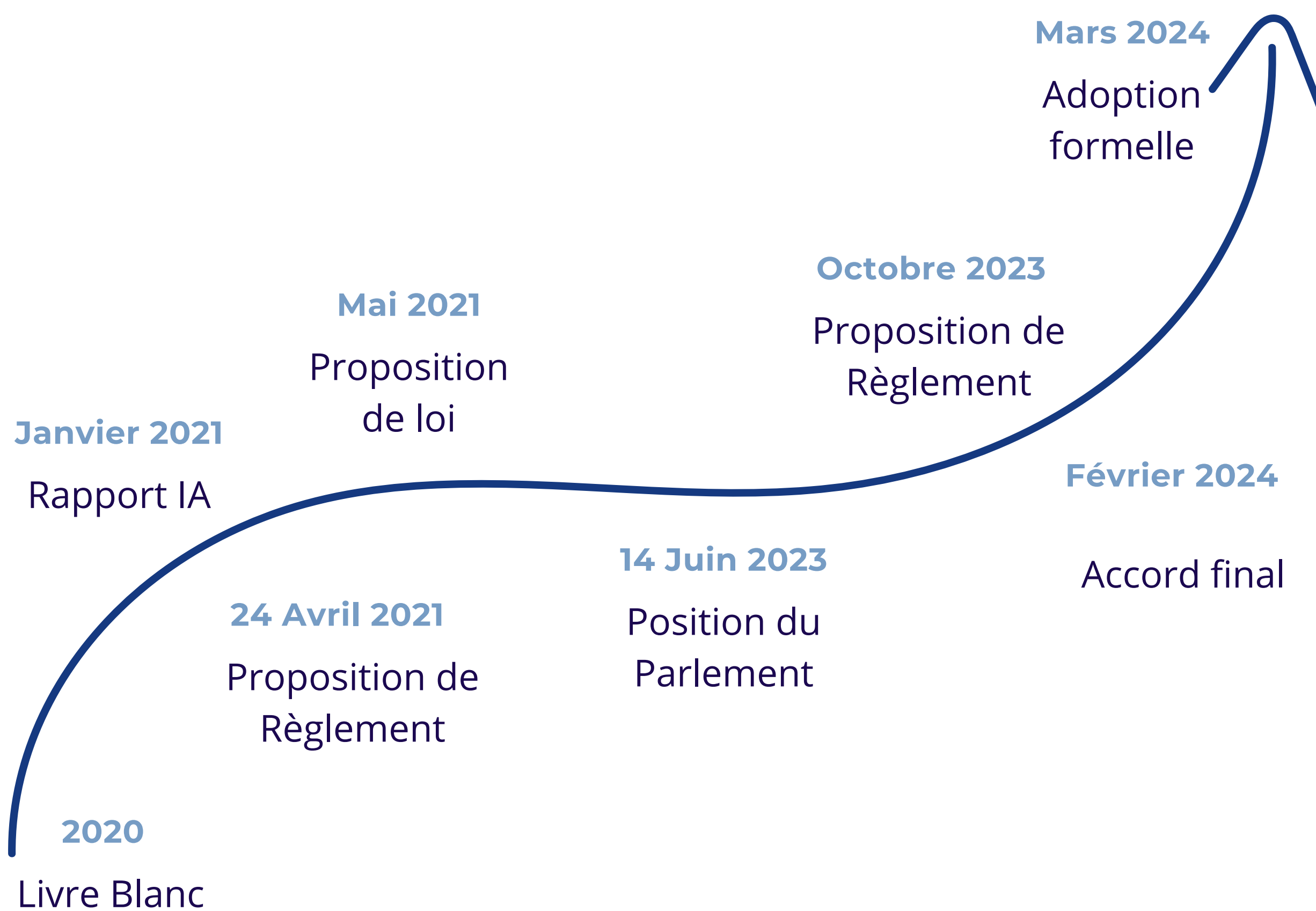
Au cours de la première semaine de février 2024, les États membres se sont mis d'accord sur un texte de loi final sur l'IA, établissant un calendrier d'application séquentiel pour les différentes dispositions du Règlement : **6 mois pour les pratiques interdites, 9 mois pour les codes de pratique, 12 mois pour les systèmes d'IA à usage général, et 36 mois pour les obligations concernant les systèmes d'IA à haut risque.**

ADOPTION FORMELLE ET PERSPECTIVES FUTURES

◆ 13 mars 2024

Le 13 mars 2024, la Loi sur l'IA, dispositif normatif historique, **a été formellement adoptée par le Parlement européen**, faisant de l'UE un pionnier mondial dans la réglementation de l'IA. Ce corpus de règles, qui allie protection des droits fondamentaux et promotion de l'innovation technologique, pose les bases d'une gouvernance adaptative de l'IA qui saura évoluer avec les avancées technologiques et les enjeux sociétaux.

Étapes clés de l'évolution législative





CHAPITRE III

Présentation de la première loi mondiale sur l'IA

PRINCIPAUX FONDAMENTAUX : SÉCURITÉ, RESPECT DES DROITS, DURABILITÉ, INNOVATION

La Loi sur l'IA incarne une avancée majeure dans la régulation des technologies émergentes. Fondée sur quatre piliers essentiels – la sécurité, le respect des droits fondamentaux, la durabilité et l'innovation – elle vise à encadrer le développement et l'usage de l'IA dans un cadre propice au progrès technologique et garant de la protection des individus. Ces principes garantissent que les systèmes d'IA déployés au sein de l'UE sont effectivement non seulement avancés et compétitifs, mais également sûrs, éthiques et respectueux de l'environnement.

EXEMPLES



Sécurité

Par exemple, les systèmes d'IA impliqués dans la gestion des données de santé doivent être conçus pour prévenir toute faille de sécurité pouvant compromettre la confidentialité des informations patient.



Respect des droits

Un système d'IA utilisé pour le recrutement doit éviter toute forme de discrimination, assurant l'égalité des chances pour tous les candidats, indépendamment de leur genre, origine ethnique, ou âge.



Durabilité

Les applications d'IA dans le secteur de l'énergie, telles que les systèmes optimisant la consommation énergétique des bâtiments, doivent contribuer à la réduction de l'empreinte carbone.



Innovation

Le développement d'assistants virtuels capables d'améliorer l'accès aux services publics pour les personnes handicapées illustre l'engagement en faveur de l'innovation sociale.

STRUCTURE ET PORTÉE DE LA LOI

La Loi sur l'IA définit un cadre réglementaire complet, imposé à une vaste gamme d'applications d'IA, des systèmes à risque faible aux systèmes à haut risque, chacun soumis à des obligations proportionnées à leur niveau de risque.



En effet, la Loi sur l'IA met en place une méthode basée sur les risques, en partant du postulat selon lequel chaque système d'IA est porteur d'un certain risque et que chacun de ces risques peut être classifié. Ainsi, des obligations spécifiques vont s'appliquer en fonction des risques portés par un système d'IA envisagé. Il en résulte quatre types de risques et, partant, quatre paquets d'obligations différentes imposées par la Loi sur l'IA.

Ce cadre législatif prévoit en outre des mesures spécifiques pour prévenir la **fragmentation du marché intérieur, facilitant ainsi le développement d'un marché unique** pour les applications d'IA légales, sûres et dignes de confiance.

GOVERNANCE ET SURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE ADAPTATIVE

Afin d'assurer l'efficacité et la pertinence continues de la Loi sur l'IA face à l'évolution rapide des technologies d'IA, un système de gouvernance et de surveillance réglementaire adaptatives a été mis en place. **Un bureau européen de l'IA sera responsable de surveiller les développements technologiques et de s'assurer que les obligations légales sont effectivement respectées.** L'Office européen de l'IA (European AI Office) a été créé au sein de la Commission européenne.

Cette approche intrinsèquement évolutive met en place une gouvernance qui, ainsi en mesure de s'adapter de manière efficace, est dotée d'une capacité de réaction inédite pour aborder sereinement toute innovation en la matière et assurer que les objectifs de sécurité, de respect des droits, de durabilité et d'innovation restent au cœur du développement de l'IA dans l'UE.



**Selon les prévisions de Gartner, non moins de
10 MILLIARDS DE DOLLARS SERONT INVESTIS
dans des start-up d'IA d'ici la fin de 2026.**

<https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/ai-office>

SÉCURITÉ JURIDIQUE DES INNOVATIONS ET INVESTISSEMENT

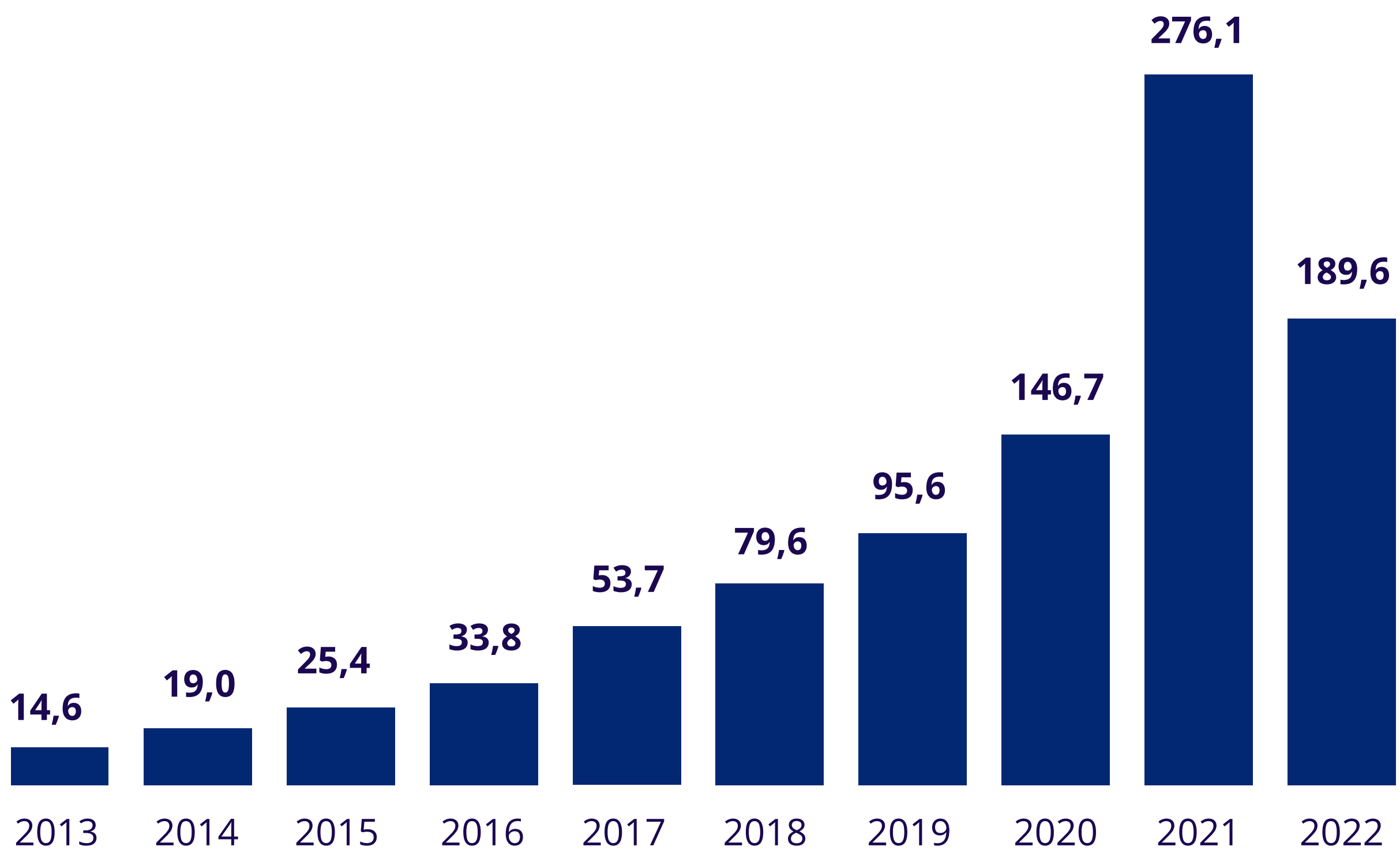
Un des objectifs clés de la Loi sur l'IA n'est autre que d'encourager l'investissement et l'innovation de l'IA en Europe. En définissant clairement les attentes réglementaires pour notamment garantir le respect des droits fondamentaux, le Règlement entend instaurer un climat de confiance bénéfique aux investisseurs et aux innovateurs, créant ainsi **un environnement véritablement propice à l'avancement technologique.**



**Définir
clairement les
attentes
réglementaires
pour
notamment
garantir le
respect des
droits
fondamentaux**

Combien les entreprises investissent-elles dans l'IA ?

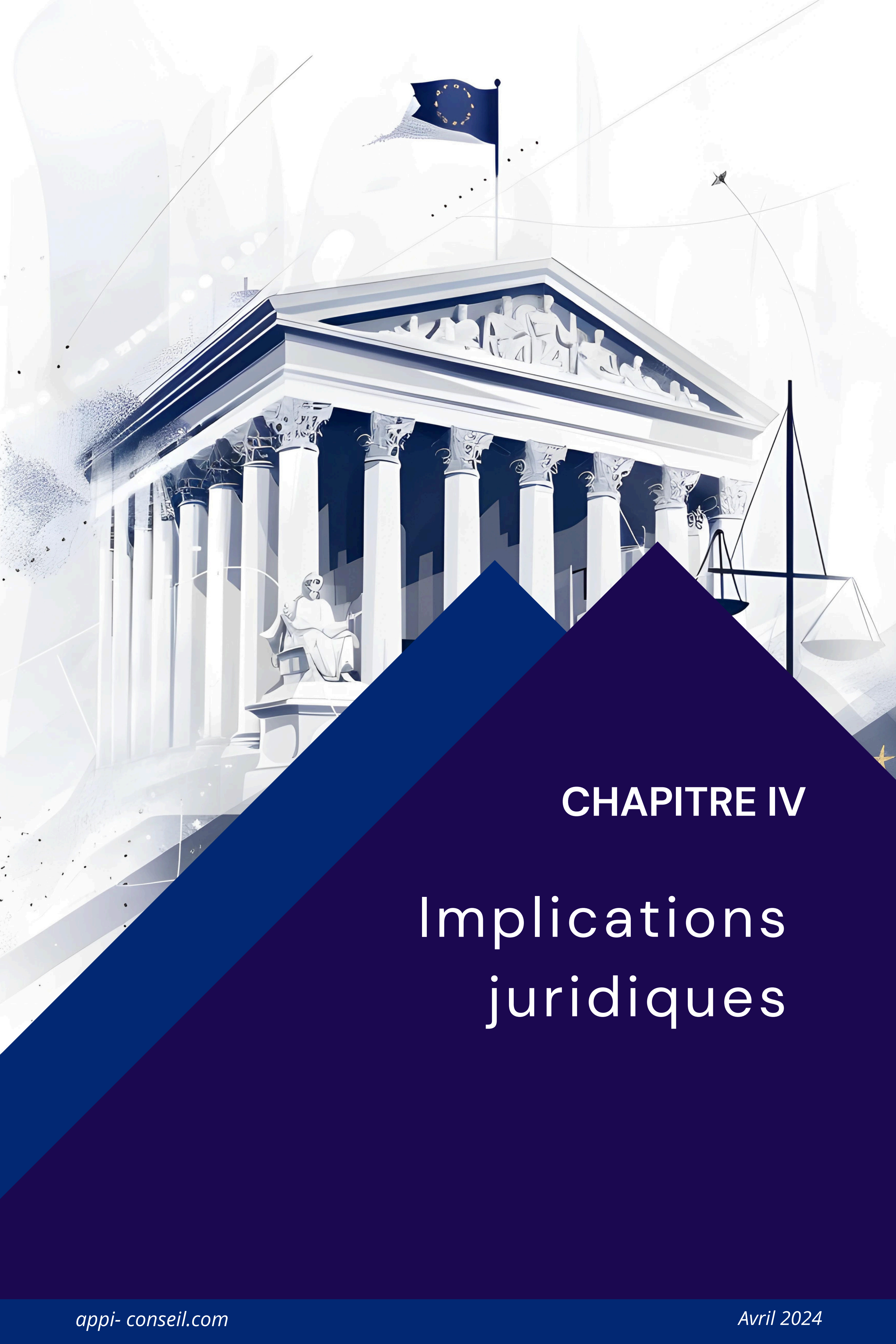
Investissements mondiaux des entreprises dans l'intelligence artificielle de 2013 à 2022 (en milliards de dollars)*



**fusions : acquisitions , participations minoritaires, investissements privés, offres publiques
Source : Stanford University*



La conformité réglementaire imposée par la Loi sur l'IA, avec le corpus de garanties qu'elle comporte donc, devrait encourager les fonds d'investissement à financer les projets d'IA novateurs, alors ancrés dans un cadre légal et devenant par la même sécurisés.



CHAPITRE IV

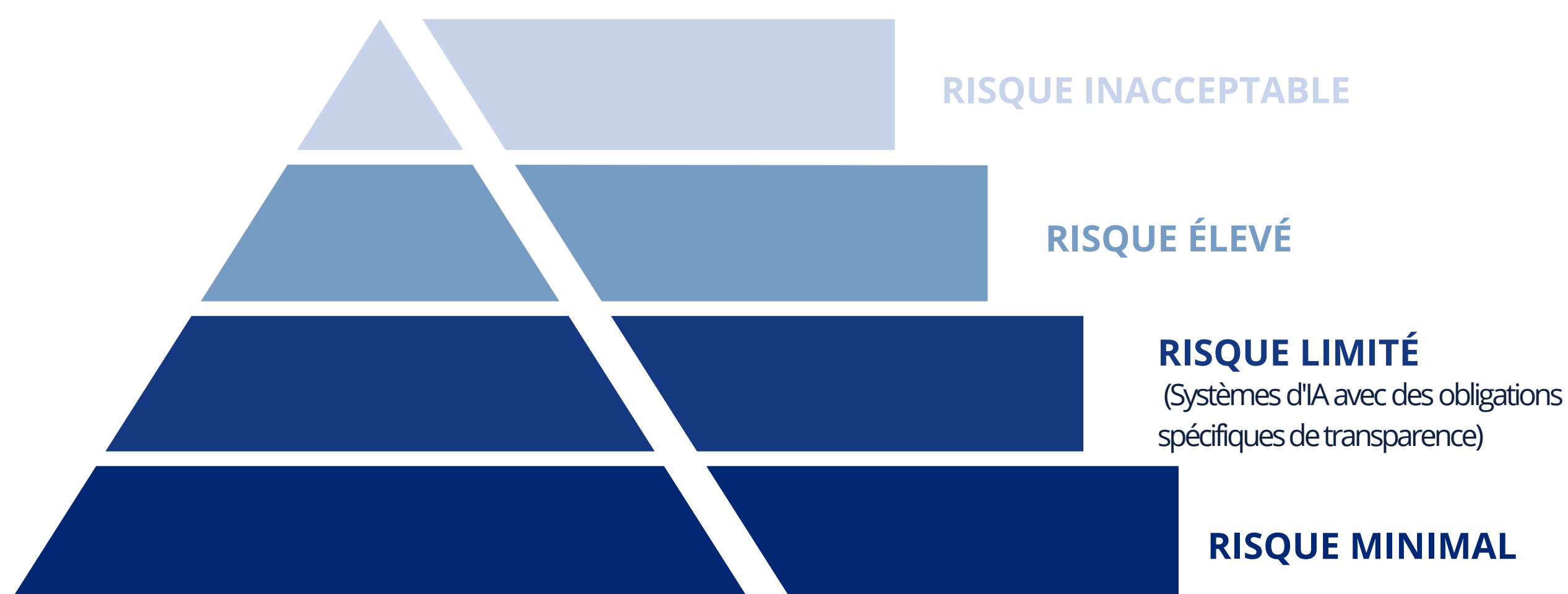
Implications juridiques



La Loi sur l'IA introduit une méthode basée sur les risques, catégorisant les systèmes d'IA selon la nature et le degré d'impact sur la société et imposant de manière subséquente des obligations correspondantes. Cette approche vise à assurer que l'IA soit respectueuse des droits fondamentaux, à en promouvoir la sécurité, mais aussi à encourager l'innovation responsable.

MÉTHODE BASÉE SUR LES RISQUES

La Loi sur l'IA distingue quatre niveaux de risques associés aux systèmes d'IA considérés, allant du risque inacceptable au risque faible ; est associé à chaque niveau de risque un corpus d'obligations spécifiques. Cette stratification permet une régulation flexible et ciblée qui s'adapte à la nature de chaque système d'IA concerné.



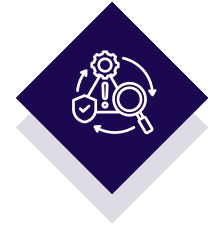
https://www.repubblica.it/tecnologia/blog/digital-europe/2023/12/08/news/ai_act_in_dirittura_di_arrivo-421607167/

Catégorisation des risques et des obligations y associées



Risque inacceptable

Les applications d'IA posant une menace directe aux droits fondamentaux ou à la sécurité des personnes sont strictement interdites. Exemple : un système de reconnaissance faciale utilisé pour la surveillance de masse sans consentement spécifique.



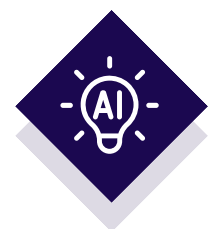
Risque élevé

Les systèmes d'IA qui ont un impact significatif sur la sécurité ou les droits fondamentaux sont soumis à des exigences strictes avant leur mise sur le marché. Exemple : un algorithme d'IA utilisé dans le processus de recrutement qui doit être transparent et exempt de biais discriminatoires.



Risque limité

L'IA à usage général doit respecter des directives moins contraignantes, centrées sur la transparence et l'information de l'utilisateur. Exemple : un chatbot de service client doit clairement indiquer qu'il est géré par l'IA.



IA générative (comme ChatGPT)

Ce type d' IA doit respecter des normes de transparence, notamment en informant les utilisateurs que le contenu est généré par l'IA et en s'efforçant de ne pas produire de contenu illégal.



IA GÉNÉRANT UN RISQUE INACCEPTABLE

Sont interdites les IA considérées comme étant une menace manifeste pour certains secteurs :



Atteinte à la sécurité des individus

Tout système d'IA conçu pour classer les individus d'une manière qui pourrait compromettre leur sécurité ou leurs droits fondamentaux est interdit.



Utilisation discriminatoire de l'identification biométrique

Les technologies d'IA exploitant des données biométriques sensibles (telles que le genre, l'ethnie, la nationalité, la religion, ou les opinions politiques) pour identifier des individus sont interdites en raison de leur potentiel discriminatoire.



Notation sociale par l'IA

Les applications d'IA évaluant les personnes selon leur comportement social ou des attributs personnels, influençant ainsi leur accès à des services ou des droits, sont bannies.



Identification biométrique sans consentement

L'utilisation de systèmes d'IA pour l'identification biométrique à distance « **en temps réel** » dans des lieux publics est restreinte ; concernant les systèmes d'identification biométrique cette fois « **a posteriori** » : ces derniers sont considérés comme étant une menace manifeste et ne peuvent être utilisés que par les forces de l'ordre dans le cadre d'enquêtes sur des crimes graves, sous condition d'une autorisation judiciaire préalable.



Police prédictive

Les systèmes d'IA prédisant le comportement criminel basé sur le profilage, la localisation ou le comportement criminel passé sont proscrits pour leur atteinte potentielle aux libertés individuelles.



Reconnaissance des émotions dans des contextes sensibles

L'utilisation d'IA pour analyser les émotions humaines dans la cadre de services répressifs, de la gestion des frontières, le lieu de travail, ou les établissements d'enseignement, est considérée comme inappropriée et est donc interdite.



Création de bases de données de reconnaissance faciale non ciblées

La collecte d'images faciales depuis internet ou la vidéosurveillance pour créer des bases de données de reconnaissance faciale

sans un but spécifique et justifié viole le droit au respect de la vie privée et est par conséquent interdite.

Ces restrictions visent à protéger les citoyens contre les abus potentiels et garantissent que le développement de l'IA en Europe se conforme aux valeurs de sécurité, de respect de la vie privée et d'équité.



SYSTÈMES D'IA À HAUT RISQUE OU RISQUE ÉLEVÉ : CATÉGORISATION ET OBLIGATIONS

Les systèmes d'intelligence artificielle ayant un impact négatif sur la sécurité ou les droits fondamentaux sont classés comme étant à haut risque ou risque élevé. Cette classification repose sur la fonctionnalité de l'IA mais tient également compte de sa finalité et des modalités spécifiques pour lesquelles l'IA est utilisée, et ce, conformément à la législation existante en matière de sécurité des produits.

Catégories de systèmes d'IA à haut risque

Il existe ainsi deux catégories de systèmes d'IA à haut risque (ou risque élevé) :

- Les systèmes d'IA intégrés dans les produits relevant de la législation de l'UE sur la sécurité des produits : cela inclut l'IA dans des domaines où la sécurité est primordiale, tels que les jouets, l'aviation, l'automobile, les dispositifs médicaux et les ascenseurs. Ces systèmes doivent respecter des standards élevés afin notamment de garantir la sécurité et le bien-être des utilisateurs.
- Les systèmes d'IA relevant de **8 (huit)** domaines spécifiques, et qui devront par ailleurs être enregistrés dans une base de données de l'Union européenne:



Identification biométrique et catégorisation des personnes physiques

Les systèmes capables par exemple d'identifier ou de catégoriser les individus basés sur des caractéristiques physiques ou comportementales.



Gestion et exploitation des infrastructures critiques

Sont par exemples visés les systèmes d'IA utilisés pour la surveillance et le contrôle des infrastructures vitales, telles que les réseaux d'énergie et d'eau.



Éducation et formation professionnelle

Outils d'IA destinés à personnaliser l'apprentissage ou à évaluer les compétences.



Emploi et gestion des travailleurs

Il s'agit par exemple des systèmes utilisés pour le recrutement, la surveillance des performances, la gestion des carrières, l'accès au travail indépendant.



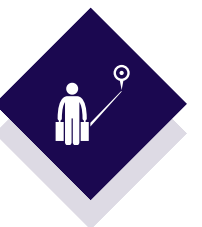
Services privés essentiels et services et avantages publics

IA facilitant ou restreignant l'accès et la jouissance à des services privés importants ou à des avantages et services publics.



Les forces de l'ordre

Technologies d'IA utilisées pour le maintien de l'ordre et la sécurité publique.



Gestion de la migration, de l'asile et des frontières

Systèmes aidant dans le traitement des demandes d'asile ou le contrôle des frontières.



L'aide à l'interprétation juridique et à l'application de la loi

Sont par exemple concernés les outils d'IA soutenant l'interprétation juridique et l'application de la loi.

Obligations pour les systèmes d'IA à haut risque ou risque élevé

Pour être autorisés sur le marché européen, les systèmes d'IA à haut risque doivent satisfaire à des exigences précises et subir une évaluation de conformité préalable (*ex ante*) à leur déploiement. Ces exigences couvrent :

Données et gouvernance des données

Assurer l'intégrité et la sécurité des données utilisées par l'IA.

Documentation et tenue de registre

Tenir à jour des dossiers détaillés sur le développement, le déploiement et l'utilisation des systèmes d'IA.

Transparence

Fournir des informations claires et accessibles aux utilisateurs sur le fonctionnement de l'IA et sur la manière dont les décisions sont prises.



Contrôle humain

Maintenir une supervision humaine appropriée pour prévenir ou minimiser les risques.

Robustesse, exactitude et sécurité

Garantir que les systèmes d'IA fonctionnent de manière fiable et sécurisée sous diverses conditions.

D'autres obligations horizontales s'appliquent, en vertu de la Loi sur l'IA. Des obligations proportionnées sont aussi imposées aux utilisateurs et aux autres participants. Ainsi les fournisseurs de ces technologies, ainsi que les autres acteurs de la chaîne de valeur tels que les importateurs, les distributeurs ou encore les mandataires, doivent respecter des obligations pour notamment assurer la sécurité dès lors qu'il est fait usage d'un système d'IA à risque élevé considéré en Europe.

SYSTÈMES D'IA À RISQUE LIMITÉ OU FAIBLE : APPROCHE ET OBLIGATIONS



L'Union Européenne impose une **démarche proactive pour évaluer et minimiser tout risque potentiel** généré par les systèmes d'IA présentant un risque limité ou faible, s'agissant notamment des systèmes à usage général.

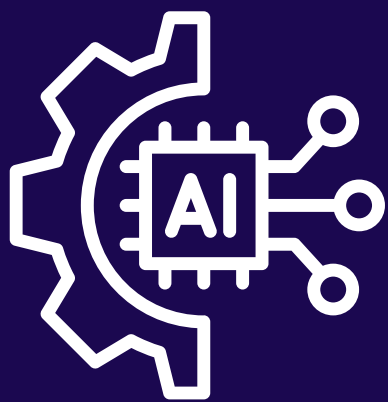
Ces systèmes, bien que moins susceptibles de causer des préjudices significatifs par rapport aux catégories à risque plus élevé, requièrent néanmoins une attention particulière pour s'assurer qu'ils fonctionnent conformément aux normes européennes.



Évaluation et atténuation des risques

Les développeurs et fournisseurs de ces systèmes d'IA sont tenus d'effectuer (i) une évaluation complète des risques que leur technologie est susceptible de présenter dans divers domaines tels que la santé, la sécurité publique, les droits fondamentaux, l'environnement, ainsi que (ii) une estimation de l'impact sur la démocratie et l'état de droit. Cela doit par suite engendrer des mesures concrètes et effectives destinées à atténuer les risques identifiés, garantissant ainsi que l'utilisation de l'IA a lieu de manière responsable et en toute sécurité.

EXEMPLE



Un système d'IA conçu pour recommander des articles de news personnalisés doit évaluer les risques potentiels de biais et de manipulation des informations. Pour atténuer ces risques, le fournisseur pourrait implémenter des mécanismes visant à assurer la diversité et l'équité des contenus recommandés, évitant ainsi la création de bulles de filtres et la diffusion de fausses informations.



Garantir que l'IA est utilisée de manière sûre et responsable.

Enregistrement préalable des modèles d'IA

Avant leur lancement sur le marché, les modèles d'IA à risque limité ou faible doivent **être enregistrés dans une base de données spécifique de l'UE**. Cette exigence vise à créer **un environnement transparent** où les autorités de régulation concernées mais aussi le public peuvent avoir accès à des informations fiables sur les systèmes d'IA déployés au sein de l'Union.

EXEMPLE



Une application mobile utilisant l'IA pour optimiser les itinéraires de jogging en fonction des préférences personnelles et des conditions météorologiques doit être enregistrée dans la base de données de l'UE avant son lancement. Cet enregistrement inclurait des informations sur les fonctionnalités de l'application, les types de données collectées et traitées et les mesures prises pour protéger la vie privée des utilisateurs.

Transparence sur l'utilisation des données

Assurer une transparence des ensembles de données utilisés pour entraîner les systèmes d'IA est une obligation clef à laquelle les fournisseurs des systèmes d'IA concernés sont astreints. **Les résumés détaillés de ces données, particulièrement lorsqu'elles sont protégées par des droits d'auteur, doivent être rendus publics.** Cette mesure assure non seulement le respect des droits de propriété intellectuelle mais favorise aussi **une plus grande confiance du public dans les technologies d'IA**, en fournissant une fenêtre sur les types de données qui alimentent ces systèmes et leur finalité.

EXEMPLE





Un assistant vocal alimenté par l'IA, utilisé pour faciliter les achats en ligne, doit fournir un résumé détaillé des données de consommateurs utilisées pour son entraînement. Cela pourrait inclure des informations sur la manière dont les données ont été collectées, anonymisées et sécurisées, ainsi que sur les droits d'auteur associés aux ensembles de données utilisées.

Ces obligations soulignent l'importance accordée par l'UE à la gestion prudente et éthique des systèmes d'IA, même ceux considérés comme présentant un risque moindre. En établissant des standards clairs pour l'évaluation des risques, l'enregistrement et la transparence, l'Union Européenne vise à encourager l'innovation dans le domaine de l'IA tout en protégeant les intérêts et les droits de ses citoyens.



CAS DE L'IA GÉNÉRATIVE DE TYPE CHATGPT

L'IA générative, comme ChatGPT, devra notamment se conformer à des exigences de transparence et respecter les normes afférentes à la protection des droits d'auteur. Il faudra ainsi indiquer si un contenu a été généré par de l'IA, concevoir un modèle de telle manière qu'un contenu illégal ne pourra être généré et encore publier des résumés des données entrant sous la protection de la législation relative aux droits d'auteur.





CHAPITRE V

Impact sur le secteur banque- finance & Fintech

La Loi sur l'IA introduit donc de nouveaux paradigmes et le secteur banque-finance ainsi que celui de la fintech, connus pour leur intégration ou leur création rapides des innovations technologiques, sont concernés en première ligne.

Ainsi qu'évoqué précédemment, ce nouveau cadre normatif, complet, contient des dispositions spécifiques, des obligations, prévoit une supervision particulière et impose une IA éthique et responsable.

EXIGENCES POUR LES SYSTÈMES D'IA À USAGE GÉNÉRAL ET À HAUT RISQUE

Exigences renforcées pour les systèmes à haut risque

Les applications d'IA utilisées pour les analyses de crédit, la gestion de portefeuille automatisée, ou les systèmes de prévention de la fraude sont susceptibles d'être classées comme à haut risque. Ces systèmes doivent donc se conformer à des normes strictes en matière de transparence, de documentation, et de vérifiabilité, afin de garantir que les décisions financières affectant les consommateurs soient justes, explicables, et libres de biais discriminatoires.

Exigences modérées pour l'IA à usage général

Les outils d'IA offrant un soutien client via des chatbots ou des assistants virtuels sont considérés à risque plus faible. Bien qu'ils nécessitent une transparence sur l'utilisation de l'IA et l'information des consommateurs, les contraintes sont moins sévères comparées à celles des systèmes à haut risque.

SUPERVISION ET CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

Surveillance réglementaire

Le secteur de la fintech doit se préparer à une surveillance accrue et à des évaluations régulières de conformité. Cela implique la mise en place de systèmes internes pour surveiller continuellement l'alignement des applications d'IA avec les exigences légales, ainsi que pour répondre aux demandes des autorités réglementaires.

Conformité dynamique

Les fintechs doivent adopter une approche proactive pour s'assurer que leurs produits et services d'IA évoluent en conformité avec les réglementations en constante évolution. Cela nécessite une veille réglementaire active et une flexibilité dans l'adaptation des technologies d'IA.

INNOVATIONS ET ADAPTATIONS NÉCESSAIRES

Innovations responsables

La réglementation incite les fintechs à explorer des innovations responsables, comme le développement de systèmes d'IA capables d'améliorer l'inclusion financière ou de fournir des services financiers de manière plus équitable et transparente.

Collaboration et standardisation

La nécessité de se conformer à un cadre réglementaire complexe et en évolution peut encourager les fintechs à collaborer davantage, que ce soit par des partenariats stratégiques ou par la participation à des initiatives de standardisation de l'industrie.

Adaptations technologiques

Il devient essentiel d'adapter les technologies afin de répondre aux exigences de transparence et d'équité, des adaptations technologiques, telles que l'amélioration des algorithmes pour réduire les biais ou l'intégration de fonctionnalités d'explicabilité. Cela peut également inclure le développement de nouvelles interfaces utilisateur pour informer efficacement les consommateurs sur l'utilisation de l'IA dans les services financiers.

CAS D'USAGE POUR LES DIRECTIONS FINANCIÈRES

Sous réserve d'appliquer effectivement la Loi sur l'IA (analyse des risques ex ante et mesures de conformité numérique en fonction du risque alors qualifié), le secteur banque-finance et celui de la Fintech sont des terrains privilégiés d'intégration d'outils d'intelligence artificielle ; les directions financières, tous secteurs confondus, sont naturellement en premières lignes pour tirer parti de ces innovations.

En effet, l'IA est capitale en présence de grands volumes de données ; elle permettra aussi de répondre à des besoins de prévisions, de prédictions et d'ajustements de ces prévisions et prédictions, ou encore de mieux rationaliser les process.

Outil supplémentaire de pilotage de la performance les outils d'IA peuvent être intégrés au cycle de gestion de toute direction financière de multiples manières :

- Maintenance prédictive, simulations, détection de tendances, construction de trajectoires de référence
- Automatisation des process financiers
- Formation des salariés par réalité virtuelle
- Détection des fraudes
- Optimisation de la trésorerie
- Rationalisation des flux internes
- Analyses des données comptables, financières
- Accès à l'information et outils collaboratifs
- Anticipation des impacts financiers
- Gestion des paies
- ...



CHAPITRE VI

Perspectives d'évolution de la régulation

La régulation européenne en matière d'intelligence artificielle, en instaurant des normes au niveau de ses développements potentiels et de ses usages, ouvre la voie à une évolution continue du cadre normatif, concomitamment aux innovations et à leurs défis. La Loi sur l'IA est en effet intrinsèquement porteuse de flexibilité, dont le type de gouvernance qu'elle met en place fait montre, avec un style de surveillance de la conformité spécifique permettant de s'adapter aux développements des technologies du numérique, y compris dans le secteur banque-finance et donc fintech.

FLEXIBILITÉ ET ADAPTABILITÉ DE LA GOUVERNANCE



Gouvernance évolutive

La régulation actuelle sur l'IA est conçue de manière suffisamment flexible pour être en mesure de s'adapter rapidement aux progrès technologiques. Cela implique une réévaluation périodique des catégories de risques et des exigences réglementaires pour s'assurer qu'elles restent pertinentes et efficaces face à l'évolution de l'IA.



Mécanismes de révision

Des mécanismes sont en place pour permettre des ajustements **réactifs, basés sur des retours d'expérience, des analyses d'impact, ou encore des consultations publiques**. Cette approche dynamique garantit que la gouvernance de l'IA peut évoluer parallèlement aux innovations technologiques et aux contextes d'utilisation.

POTENTIEL D'INNOVATION DANS LA SURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE

Technologies au service de la conformité

L'utilisation de technologies avancées pour surveiller la conformité des applications d'IA ouvre des perspectives d'innovation dans la régulation même. Des outils basés sur l'IA pourraient être développés pour automatiser certaines tâches de surveillance et d'analyse, améliorant ainsi l'efficacité et la précision de la régulation.



Collaboration avec les développeurs d'IA



La mise en œuvre de la réglementation pourrait également bénéficier d'une collaboration accrue avec les créateurs d'IA, en intégrant leurs retours pour affiner les outils de surveillance et les critères de conformité.

PROJECTIONS SUR LES FUTURES ADAPTATIONS LÉGISLATIVES

Anticipation des développements futurs



Alors que l'IA continue de progresser, adapter la régulation sera nécessaire afin d'adresser des questions émergentes telles que l'autonomie croissante des systèmes d'IA, les implications éthiques de l'IA super-intelligente et les défis liés à la vie privée et à la sécurité des données.

Cadre international

La Loi sur l'IA européenne pourrait servir de modèle pour des initiatives législatives internationales, favorisant ainsi **une approche cohérente et harmonisée de la gouvernance de l'IA à l'échelle mondiale**. Des discussions sur des standards internationaux pourraient être envisagées, visant à faciliter le commerce et la coopération dans le développement et l'usage éthique de l'IA.



En définitive, il s'avère que la Loi sur l'IA, loin de constituer un aboutissement, est en réalité la phase critique et donc stratégique de la régulation de l'IA, processus évolutif en soi. La flexibilité de la gouvernance, l'innovation supervisée et le potentiel d'adaptation normative sont autant de paramètres essentiels concourant au maintien du leadership de l'Union européenne pour une intelligence artificielle éthique, digne de confiance, gouvernée de manière efficiente et structurellement ouverte aux développements technologiques.



CHAPITRE VI

Conclusion

La régulation européenne en matière d'intelligence artificielle, dotée d'une gouvernance particulière et propice à l'innovation, permet de s'adapter aux développements des technologies du numérique.

IMPORTANCE DE LA CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

Au-delà d'une simple obligation légale, l'intérêt de la conformité réside aussi dans sa capacité à se présenter comme un réel pilier de confiance, au service d'une innovation responsable, éthique, transparente et respectueuse des droits fondamentaux.

Pour les acteurs du secteur banque-finance et de la fintech, la maîtrise de ce nouveau cadre normatif gouvernant dorénavant l'IA devient alors un avantage clairement compétitif, propice à l'investissement.

**Les obligations
légales sont aussi
des vecteurs de
confiance et
d'innovation.**



DES EXPERTS POUR UNE CONFORMITÉ EFFICIENTE ET UNE STRATÉGIE D' ANTICIPATION

Dans le contexte actuel, où tant la régulation de l'IA et son corpus de normes précises, que les technologies évoluent rapidement, il est crucial de s'entourer d' experts en stratégie et conformité réglementaires.

Une telle collaboration permet en effet l'application effective et sans erreur des multiples obligations légales, avec la mise en place de pratiques spécifiques. Maîtriser le paysage réglementaire actuel tout en se préparant aux défis et opportunités futurs devient une nécessité.

En définitive, la dynamique de l'IA requiert une vigilance réglementaire continue et une capacité d'adaptation proactive. Ériger la conformité réglementaire à un rang résolument stratégique devient essentiel tout comme participer activement à l'évolution de la régulation.

En adoptant une approche informée et préventive, les entreprises peuvent non seulement répondre aux standards actuels mais aussi influencer positivement l'avenir des technologies du numérique pour le bien commun.

Nous contacter

APPI est un cabinet de conseil reconnu pour **son expertise en stratégie réglementaire & conformité, gestion efficace de projets, études techniques et transformation digitale.**

Flexibles, nos collaborations se déclinent en missions longues ou ponctuelles. L'idéation et l'anticipation font partie de notre ADN, et constituent des atouts résolument concurrentiels pour nos clients.

Contributeurs de place, nous maîtrisons les sujets issus de différents secteurs de pointe : finance, banque, nouveaux moyens de paiements, fintech, assurance.

Innovations numériques, parcours clients, blockchain, intelligence artificielle, cybersécurité et datas font partie de notre quotidien.



appi-conseil.com



contact@appi-conseil.com



Cédric
CEO APPI

Ingénieur des mines et fondateur du cabinet APPI, Cédric évolue depuis plus de 25 ans dans le monde bancaire, assurantiel et financier, avec une forte expertise digitale, newtech et innovation.

Anciennement en poste au sein de directions générales de banques et d'assureurs, Cédric est sollicité tant par des grands comptes et des banques centrales que des fintechs.



Sophie
CLO APPI

Docteure en droit auprès de la Sorbonne, Sophie a 17 ans d'expérience à son actif dans le secteur banque-finance-innovation ; elle a dispensé ses conseils tant au sein de cabinets d'avocats anglo-saxons de renom, que de directions juridiques majeures. Elle dirige la Commission juridique de l'Alliance Blockchain France.

